Fédération nationale Sud Santé-Sociaux

Sud Santé-Sociaux
2 rue henri chevreau
75020 Paris
Téléphone :
01 40 33 85 00
Télécopie :
01 43 49 28 67
E-mail :
sud.crc@wanadoo.fr

Paris, le 4 aout 2005

Communique de Presse

Chasse à l'homme, l'accélération

La chasse aux sans papiers est ouverte depuis des années. Les reconduites à la frontière se multiplient et s'accélèrent ces derniers temps, de plus en plus souvent organisées au niveau européen.

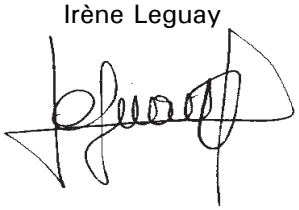
Les politiques reconnaissent la nécessité économique de l'immigration, mais organisée, encadrée dans le cadre de quotas déterminés par les besoins de la production et des services.

Pour préparer cette nouvelle organisation le gouvernement fait le choix de renvoyer les sans papiers actuels sans tenir compte des raisons de leur présence sur le territoire, au mépris de leur sécurité physique ou économique.

Se développent donc des pratiques rappelant des mauvais souvenirs de l'histoire ; ces pratiques sont faites de brimades quotidiennes, de conditions de vie insalubres, de contrôles renforcés et souvent vexatoires, du recours généralisé à la rétention et aux expulsions brutales.

Les travailleurs sociaux, les militants qui accompagnent ces personnes privées de droits fondamentaux le constatent journellement. Des familles sont séparées, le logement est un problème majeur, la scolarisation des enfants également. L'accès aux soins est rendu de plus en plus aléatoire et les deux décrets réglementant l'Aide Médicale d'Etat diminuent les possibilités d'accès aux soins et renforcent le contrôle.

Celles et ceux qui soutiennent les sans papiers voient leur action criminalisée. Les services sociaux ou associations concernés connaissent des coupes budgétaires ou disparaissent.

Ce n'est plus tolérable, la législation Sarkozy, les décrets sur la santé, tous les règlements liberticides doivent être abrogés. Toutes ces exactions doivent etre dénoncées. Des soutiens et des mobilisations doivent s'organiser. La manière dont on accueille les étrangers illustre les limites de nos propres libertés et la remise en cause de l'ensemble de nos propres droits.

La Secrétaire générale
Irène Leguay